



SOUTENONS L'HYDRO DU QUEBEC

Le Travail Organisé se doit de soutenir tout geste gouvernemental tendant à réduire le prix de revient au public consommateur des services d'utilité publics par leur nationalisation. — La M. L. H. & P. est disparue, à quand le tour des autres ?

Depuis un demi-siècle le Congrès des Métiers et du Travail du Canada réclame la nationalisation, la provincialisation ou la municipalisation de tous les services d'utilité publique. Pendant longtemps, très longtemps, il a prêché dans le désert, mais il a quand même toujours continué à réclamer les mêmes réformes, sachant qu'un jour ou l'autre, le peuple tout d'abord et les législateurs ensuite comprendraient que ce serait dans l'intérêt général, qu'il faudrait coûte que coûte mettre une digue aux flots d'eau submergeant le capital de la plupart des grandes compagnies d'utilité publique, trusts et monopoles. Ça a pris du temps mais c'est commencé et cela va continuer.

A l'instar de l'Ontario, le Québec est désormais pourvu de son hydro, la Montreal Light, Heat & Power est chose du passé, paix à ses cendres. Pendant trop longtemps cette puissante compagnie a fait payer la peau et les os aux citoyens de Montréal et les a traités cavalièrement. Nous tenons à féliciter bien sincèrement le gouvernement Godbout pour l'acte courageux qu'il vient de poser et pour le défi qu'il a lancé aux puissances d'argent; tout comme il a eu la main heureuse dans le choix des administrateurs de l'Hydro-Québec. En effet, le sénateur Damien Bouchard était l'homme tout désigné pour présider à ses destinées, il fut le véritable pionnier de l'idée de la nationalisation de l'électricité et le collaborateur du Travail Organisé quand celui-ci agitait cette question; il a démontré qu'on pouvait en faire un succès en dotant sa ville natale, Saint-Hyacinthe, d'un système électrique municipalisé; nous sommes persuadés qu'il fera encore mieux parce que sur une plus vaste échelle avec l'Hydro-Québec; il sera d'ailleurs bien secondé par ses collègues, deux ingénieurs de renom et deux comptables réputés.

Les salaires des nouveaux administrateurs vs ceux des anciens.

On a quelque peu critiqué dans le public le traitement qui leur a été voté, \$18,000 pour le président, et \$15,000 pour les quatre autres membres, soit en tout \$78,000 par année. Nous considérons que c'est loin d'être exagéré, nous pencherions plutôt du côté contraire et dirions que cela vaut même plus que cela, surtout si nous mettons en regard de ce que la M. L. H. & P. payait à ses administrateurs: \$40,000 à son président et l'on dit qu'il recevait en plus \$17,000 pour l'aider à payer son impôt sur le revenu; \$25,000 à son vice-président \$17,000 à un autre vice-président, et \$20,000 à son gérant général, et à quelques autres, avocats et conseils, chacun \$1,000 par année et un jeton de présence de \$100 pour chaque réunion du conseil d'administration. C'est de l'argent, tout cela; ajoutez-y les dividendes sur les actions privilégiées, ordinaires ou communes et tout le "water stock" qu'on avait distribué aux amis et aux amis des amis. C'est le consommateur qui payait pour tout cela, ce qui explique quelque peu comment il se fait que l'électricité — pouvoir, éclairage, et gaz — nous coûtait les yeux de la tête.

Les consommateurs vont-ils obtenir des meilleurs taux ?

Il serait peut-être imprudent pour le gros public de chanter trop vite les vertus de ce nouveau régime sans se rendre compte dans quelle mesure la masse des petits consommateurs d'électricité va en profiter, de combien va se réduire leur facture bimestrielle, car il va sans dire qu'un des buts primordiaux de l'Hydro du Québec doit être de réduire le prix de revient de l'électricité au public consommateur en général. On ne peut certes pas s'attendre à ce qu'une réduction dans les taux se fasse du jour au lendemain; il n'y a aucun doute que dans un avenir assez rapproché les taux du Québec pourront être ramenés à ceux chargés par l'Hydro-Ontarien. Disons que ce dernier jouit d'une excellente réputation et ce depuis déjà un certain nombre d'années, quoique les débuts furent plutôt difficiles. Ce qui a été fait dans la province-soeur peut également se faire ici avec des administrateurs comme ceux dont le gouvernement de Québec nous a dotés.

Combien allons-nous payer pour la M. L. H. & P. ?

C'est une question qui n'a pas encore été réglée, elle est d'importance vitale. Va-t-on payer ce que vaut réellement l'actif de cette compagnie, comment va-t-on faire l'évaluation de cet actif? Il ne s'agit pas de payer le surplus de valeur des propriétés que les administrateurs leur ont donnée, pas plus que de rembourser les détenteurs d'actions mouillés. Qu'on paie ce que cela vaut, pas un sou de plus, que ceux qui ont mis honnêtement leurs épargnes dans le stock de ce monopole soient remboursés dans une juste mesure, fort bien, mais, somme toute, ils ont pris un certain risque tout comme tous ceux qui investissent de l'argent dans des actions d'un stock quelconque, ils peuvent gagner tout comme ils peuvent perdre. De quelle manière les remboursera-t-on? En argent ou en débetures de la province? Nous sommes persuadés que tout se fera honnêtement et que les intérêts de la grande masse du peuple seront sauvegardés. Il ne faut pas qu'on parte avec un éléphant blanc sur les bras.

A quand le tour des autres monopoles ?

Nous sommes d'opinion que le gouvernement ne devrait pas s'arrêter en si bon chemin, tous les autres services dits d'utilité publique devraient, comme le gaz et l'électricité en ce district, être exclusivement administrés dans l'intérêt public, mais non plus au bénéfice de quelques milliers d'actionnaires plus ou moins parasitaires. C'est ainsi que les tramways, le téléphone, le télégraphe, les chemins de fer et combien d'autres devraient être municipalisés, provincialisés ou nationalisés, selon le cas, au nom même de l'intérêt général bien compris. Le vent souffle de ce côté et ce n'est pas trop tôt.

SOCIUS.

Pour le soin des enfants d'ouvrières

Le ministre fédéral du Travail annonce l'adoption, le 6 avril dernier, d'un arrêté en conseil modifiant l'entente entre le Fédéral et l'Ontario touchant le soin des enfants dont les mères sont occupées dans des emplois industriels.

Précédemment, la proportion d'enfants de mères occupées ailleurs que dans l'industrie de guerre ne pouvait dépasser 25% du total des enfants bénéficiant de tout projet approuvé d'assistance du genre. En vertu de la récente modification à l'entente, bien que la priorité reconnue aux enfants des travailleuses de l'industrie de guerre soit maintenue, le ministre fédéral du Travail peut cependant consentir à partager les frais avec la province relativement au pourcentage supérieur à 15% d'enfants de mères occupées dans des emplois autres que de guerre couvert par un projet quelconque.

Les projets ou initiatives de protection de l'enfance couvrent les garderies de jour pour enfants n'ayant pas encore l'âge scolaire, et comportent fourniture du repas de midi ainsi que surveillance avant et après la période des classes des enfants fréquentant l'école.

Un total de 61 projets sont actuellement autorisés par l'entente entre le Fédéral et l'Ontario, comprenant 28 garderies de jour pour enfants au-dessous de l'âge scolaire, et 33 programmes d'assistance à l'école.

Union Workers Highly Praised

Unionists who depend upon local daily papers for news are often peeved by the frequent references to slow-downs threats of strikes, etc., and the accompanying criticism of union workers in general. When a daily paper plays up the other side of the story with streaming headlines and lengthy, laudatory comment on a two-year military construction project where union workers put in over 7,000,000 hours without the loss of a single man-hour due to labor friction or disagreement — that is really news worth reading. And that is what the Omaha World-Herald must have thought of it, also.

The article quoted Brig.-Gen. R. C. Crawford, army division engineer, as praising the workers for having performed "a record of almost superhuman effort, which stands free and clear from any stoppage. The record is its own commentary on the patriotism and devotion to duty of the workers and the excellent relations between labor and management."

This is but one of many similar instances, yet there has been little mention of such outside of the columns of the labor press. — Typographical Journal.

Incorporation of Cost of Living Bonus in Basic Wage Rates

The National War Labour Board today stated that information reaching Ottawa indicates that some employers still appear to be in doubt as to the application of the regulations which required the incorporation of cost of living bonus in basic wage rates. This regulation was embodied in the Wartime Wages Control Order 1943, which revoked and superseded the Order previously in effect.

The Board points out that all employers subject to the Wartime Wages Control Order were required commencing with the first payroll period on or after February 15 last, to establish a new wage rate inclusive of the cost of living bonus previously paid.

The Board further explains that all employers not specifically excluded from the provisions of the Wartime Wages Control Order were required to pay a cost of living bonus of 60c per week commencing with the first payroll period on or after August 15, 1942, to adult male employees and other employees earning \$25.00 or more a week and 2.4% of the weekly wage rate to male minors and female employees receiving less than \$25.00 a week; and that beginning with the first payroll period on or after November 15, 1943, it became obligatory for employers to increase this bonus to 95c a week or 3.8% of the weekly wage rate.

A Notable Example of Success

During discussions regarding the advisability of establishing a labor-owned daily newspaper the enormity of the cost of the original outlay for machinery, equipment, etc., is cited as a detrimental factor. Still there have been publications which are successful and which were started on a proverbial "shoestring" that have reached the pinnacle of influence and trustworthiness. Citing a notable example, it is pleasurable to note the growth and popularity of one of the greatest and most influential weekly newspapers of all time, wholly created, controlled and managed by and for the interests of labor in general and the railroad employes' organizations in particular — Labor, published in Washington, D.C. Now in its 25th year of continuous publication, starting with a capital of a trifle over six dollars when its first number rolled off the presses, Labor has never accepted a paid advertisement nor received a dollar from outside sources, does not owe a penny to anyone, owns its office building and printing plant, has adequate reserve funds, mostly in government bonds, and enjoys a circulation of approximately 800,000.

If it is possible to attain such success in the weekly publication field, confined largely to railroad employers, what would be possible through the general cooperative effort of all organized workers? With this example of Labor before the millions of labor union members, it is difficult to estimate the possibilities. — Typographical Journal.

Lundi prochain, le 24 avril, s'ouvre la campagne du VI^e Emprunt de la Victoire au Canada. Ouvriers, souscrivons généreusement, afin que nous reviennent au plus tôt nos braves défenseurs de la liberté démocratique.

Un statut d'employés à titre confidentiel

Ottawa. — Le conseil national des relations ouvrières en temps de guerre a, à sa première réunion, annoncé qu'il entendrait les représentations des organisations professionnelles qui ont protesté contre l'application aux travailleurs professionnels de l'arrêté C.P. 1003 régissant les relations ouvrières en temps de guerre.

Les représentations furent faites au conseil à sa réunion du 12 avril par M. W.-P. Dobson et le Dr Austin Wright, au nom de l'Institut canadien du génie, l'Institut canadien des mines et de la métallurgie, l'Institut canadien de chimie, l'Institut royal canadien d'architecture, la Société canadienne des ingénieurs forestiers, l'Institut canadien des arpenteurs, le Conseil fédéral des ingénieurs professionnels, l'Association des ingénieurs professionnels de la province d'Ontario, la Corporation des ingénieurs professionnels de Québec, l'Association ontarienne des architectes, l'Association des chimistes professionnels de Québec, la division canadienne de l'American Institute of electrical engineers, la division canadienne de l'Institute of Radio Engineers et l'Association des architectes de la province de Québec.

À la suite de ces représentations, le conseil décida que "aux fins des règlements, les personnes employées en qualité de professionnels seront considérées comme employées en qualité confidentielle."

Les règlements ne s'appliquent pas aux personnes employées "en qualité confidentielle".

Jugement le 8 mai dans la cause de Cutler et Jodoin

Trois-Rivières. — Le juge J.-A. Métayer rendra son jugement le 8 mai prochain dans la cause de Philip Cutler et Jean Jodoin, représentants de la Fédération Américaine du Travail, accusés d'avoir nui à l'effort de l'Aluminum Company, de Shawinigan Falls, à faire la grève, au cours du mois d'octobre dernier. Ce jugement devait être rendu le 14 avril.

Dans une lettre adressée au notaire Charles-Edouard Vigneau, greffier de la paix, le juge Métayer déclare qu'il ne pourra rendre jugement avant cette date, parce qu'il lui a été impossible d'étudier les différents dossiers. En effet, le 11 du courant, il n'avait pas encore reçu les notes de Me Lucien Gendron, avocat des défendeurs.

Cutler et Jodoin s'étaient présentés à la cour, le 14 avril, et ils sont encore libres sous le même cautionnement.

Ce procès, qui fut le dénouement dramatique de la grève de Shawinigan Falls, avait débuté le 18 novembre pour se terminer le 1er mars.

Une soixantaine de témoins ont été entendus.

Les progrès du Canada en guerre

Ottawa. — Le Canada, dont la population représente 1/188e de celle de l'univers entier, occupe néanmoins le premier rang parmi les pays producteurs de nickel, de papier à journal, d'amiante, de platine et de radium.

EXAMEN de la VUE
par J.-L. Phoenix, O. D.
OPTOMETRISTE-OPTICIEN
diplômé de l'Université
AU SALON D'OPTIQUE
chez O. ST-JEAN LTEE
Téléphone: AM. 2121

O. St-Jean
BIJOUTIERS DIAMANTAIRES

Un seul magasin à Montréal:
1215 est, rue Sainte-Catherine

Nouveau code du travail

Ottawa. — M. Paul Martin, secrétaire parlementaire de l'hon. Humphrey Mitchell, ministre du Travail du Canada, a déclaré à la Chambre des Communes, récemment, que cinq provinces ont donné l'assurance que le nouveau code fédéral du travail relatif aux négociations collectives obligatoires et à l'arbitrage obligatoire s'appliquera aux industries qui ne sont pas des industries de guerre qui relèvent présentement de la juridiction provinciale.

M. Martin a fait cette déclaration en réponse à une interpellation de M. A. W. Roebuck, député libéral du comté de Toronto-Trinity. Le Code du Travail s'applique à toutes les industries de guerre et à d'autres entreprises, telles les compagnies de chemins de fer et les industries minières qui sont sous la juridiction fédérale.

Les ouvriers anglais défient le parlement

Londres. — Quelque 3.000 chauffeurs ont déclaré la grève pour protester contre le nouvel horaire d'été qui a été adopté sur les autobus et les autobus à perches dans la ville de Londres.

La grève arrive moins de 24 heures après l'adoption d'une loi, par le parlement britannique, dans le but d'empêcher les grèves durant la guerre. La loi prévoit des peines graves (cinq ans de prison) et des amendes allant jusqu'à \$2,500.

Au cours de la fin de semaine, 2.000 conducteurs et chauffeurs ont aussi fait la grève pour la même raison, mais ont repris le travail lundi matin.

Temps perdu dans les grèves en Angleterre

Londres. — Le ministre anglais du combustible, Gwilym Lloyd George, vient de déclarer à la Chambre des Communes de Londres que 1944 fut l'année où il y eut le plus de conflits ouvriers dans les mines de charbon depuis le début de la guerre. Le temps perdu par les grèves l'an dernier est le double de celui perdu en n'importe quelle année antérieure.

Il a fourni le tableau suivant indiquant le nombre de journées de travail perdues à cause des grèves depuis le début de la guerre: en 1940: 730,000; en 1941: 260,000; en 1942: 390,000; en 1943: 810,000; en 1944: 1,790,000.

Retour probable à la Fédération Américaine du Travail

L'Union internationale des typographes, qui compte plus de 80.000 membres au Canada, aux Etats-Unis et à Hawaï, s'affilierait de nouveau à la Fédération Américaine du Travail, dont elle s'est séparée il y a quelques années. C'est en effet ce qu'a déclaré, cette semaine, M. Clarence-J. Desper, vice-président de l'Union typographique internationale, qui a rendu visite aux typographes de Montréal, mardi et mercredi.

Les typographes viennent d'être avisés qu'ils devront voter sur cette question le 17 mai prochain. Il est à noter que l'Union internationale des typographes a déjà rejeté une proposition du même genre. Cependant, les typographes canadiens se sont prononcés, lors de ce référendum, en faveur de la réaffiliation.

M. Desper, qui a passé la journée de mardi avec les typographes de langue française et mercredi, il rendait visite aux typographes de langue anglaise. Il est parti ensuite pour Québec où il doit discuter les termes d'un contrat de travail avec les employeurs de la vieille capitale.

Le chômage chez les syndiqués

Le ministère du Travail reçoit chaque mois des syndicats ouvriers du Canada tout entier des rapports indiquant leur effectif, ainsi que le nombre de leurs adhérents en chômage à la fin de la période en question de 448,157 personnes dont 0.8% de mois en mois un indice du chômage chez les travailleurs syndiqués, signale la Gazette du Travail. Le nombre mensuel moyen des syndicats recensés en 1943 s'établit à 2,309 groupant une moyenne mensuelle de 448,157 personnes, dont 0.8% en moyenne étaient sans travail. Cette proportion est la plus basse depuis que l'on relève ces statistiques, soit depuis janvier 1919. Les mois de janvier et février accusaient à 1.5% le plus fort pourcentage pour l'année, tandis que les mois de septembre et octobre montraient la plus grande activité avec seulement 0.3% de chômeurs; les pourcentages correspondants pour 1942 s'établissaient à 4.5% en mars et 0.7% en octobre. De janvier à la fin de juillet, les niveaux d'emploi étaient beaucoup plus élevés que pour les périodes correspondantes de 1942; d'août à la fin de l'année, les expansions ne furent pas aussi prononcées, vu que la situation avait aussi été très favorable pour les mois correspondants de 1942. Au cours de 1942, le niveau d'emploi chez les travailleurs syndiqués dans les industries manufacturières était très élevé et d'autres expansions remarquables ont été notées en 1943, particulièrement dans les sept derniers mois comparativement aux périodes correspondantes de l'année précédente. — La Presse.

L'indemnité doit être incorporée au salaire

Ottawa. — Des renseignements parvenus à Ottawa indiquent qu'un certain nombre d'employeurs semblent avoir encore des doutes sur l'application des règlements qui exigent l'incorporation de l'indemnité de vie chère dans le taux de base du salaire. Ces règlements font partie de l'arrêté de 1943 régissant les salaires en temps de guerre, lequel a été révoqué et remplacé par l'arrêté antérieurement en vigueur.

Le Conseil national du travail souligne que tous les patrons sujets à l'arrêté régissant les salaires en temps de guerre, doivent, à compter de la première période de paye commencée le ou après le 15 février dernier, établir un nouveau taux de salaire incorporant l'indemnité de vie chère payée jusqu'ici.

Le Conseil a en outre expliqué que tous les patrons qui ne sont pas spécifiquement exclus des dispositions de l'arrêté régissant les salaires en temps de guerre, devaient payer une indemnité de 60 cents par semaine, à compter de la première période de paye tombant le ou après le 15 août 1942. A compter de la première période de paye commençant le ou après le 15 novembre 1943, il devint obligatoire pour les employeurs de porter cette indemnité à 95 cents par semaine.

Les grèves au Canada en janvier et février

Ottawa. — Durant les deux premiers mois de la présente année, la perte de temps causée par les grèves a été beaucoup moins considérable que durant la période correspondante de l'an dernier, annonce le ministère du Travail.

En janvier et février 1944, il y eut 43 grèves qui ont paralysé 16,850 ouvriers et fait perdre 63,276 jours de travail. L'an dernier, durant le même laps de temps, il y avait eu 63 grèves, 22,471 grévistes et perte de 191,016 jours de travail.

On a enregistré à Montréal deux grèves, une des employés de l'industrie du vêtement et l'autre des employés des tramways. Ces deux grèves ont englobé 65% des grévistes en janvier, et 85% en février.

Les unions ouvrières aux usines d'Arvida

M. Albert Trudel, représentant de l'Aluminum Company of Canada, transmet aux journaux le communiqué suivant relatif à la répartition des ouvriers syndiqués aux usines d'Arvida:

"Des 10,746 employés des usines de l'Aluminum Company of Canada, Ltd. à Arvida, 383 (3.6%) ont été trouvés membres bona fide de la Fédération Américaine du Travail, et 1,898 (17.6%) membres du Syndicat national des employés de l'Aluminium d'Arvida, Inc., au 1er janvier 1944. Cette information est basée sur des déclarations assermentées obtenues par la commission Miron, qui, à la demande du ministre du Travail de la province de Québec, avait nommé un comité officiel chargé d'interroger chaque employé réclamé comme membre par les deux unions. La Fédération Américaine du Travail présentait avoir 1,562 membres et le Syndicat National des Employés de l'Aluminium d'Arvida, Inc., 2,204 membres."

Les problèmes de l'édition étudiés

New-York. — Le congrès annuel de l'Association des Éditeurs de journaux américains aura lieu du 25 au 27 avril. On y discutera les difficultés de l'édition en temps de guerre et le rôle des journaux à la paix. Parmi les questions à l'agenda, on remarque les méthodes des journaux petits et moyens pour économiser le papier, continger la publicité et régler le tirage. Les éditeurs étudieront aussi, pour la paix, "un plan garantissant aux peuples du monde la liberté d'expression comme défense efficace contre les guerres".

Au dîner annuel du Bureau de publicité, le 27 avril, les orateurs seront MM. Thomas-E. Dewey, gouverneur de l'Etat de New-York, peut-être candidat républicain aux prochaines élections présidentielles, et Eric Johnston, président de Chambre de Commerce des Etats-Unis.

Recrutement chez les employés de magasins

M. Armand Binette, organisateur pour le compte des unions internationales, a annoncé qu'une campagne de recrutement battait son plein chez les employés de magasins 5-10-15¢ et 1.00. C'est à la suite de nombreuses demandes de la part des employés de ces magasins que la campagne de recrutement a été lancée dans la région de Montréal.

M. Fred-A. Ammond, organisateur international de la "Retail Clerks' International Protective Association", est à Montréal dans le moment, spécialement pour diriger la campagne de recrutement, conjointement avec M. Jack Lenger, président du comité d'organisation du Conseil des Métiers et du Travail de Montréal.

Plusieurs centaines d'employés de ces magasins ont déjà signé leurs cartes de membres et une première réunion générale sera tenue prochainement, au cours de laquelle on procédera à l'élection des membres du premier conseil d'administration. M. Armand Binette, organisateur local, a ses bureaux à 1252, rue Stanley, téléphone: PL. 5952.

\$1,000 à \$3,500

Les professeurs catholiques de Montréal, aussi bien français qu'anglais, tenaient, le 13 avril, une assemblée générale à l'auditorium du Plateau pour étudier la question de leurs salaires.

Ils réclament un nouveau minimum de \$1,000 pour les institutrices avec maximum de \$2,400. Pour les hommes ils demandent un minimum de \$1,200 avec maximum de \$3,500.

LABOR DIRECTORY

CONSEIL DES METIERS ET DU TRAVAIL DE MONTREAL — MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL. — Meets every 1st and 3rd Thursdays of each month — s'assemble les premiers et troisièmes Jours de chaque mois, à la salle de l'Assistance Publique, 458, rue Languehetti Est. Président, Paul Fournier, 140 Bleury; secrétaire-correspondant — correspondant-secretary, J. E. Gariépy, 11, rue Saint-Paul ouest, Tél. L.A. 5391; vice-président Onésime Renaud, 909 boulevard St-Laurent, Tél. L.A. 8403; J. E. Beaudoin, 1153 St-Denis, Tél. M.A. 3731 - 3732.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL. — To promote the interests of Allied Union Labor (which can be had in French or English). The following organizations comprise Council: The Typographical Union No. 176, Jacques-Cartier Typographical Union No. 145, Printing Pressmen and Assistants' Union No. 52; Brotherhood of Bookbinders and Bindery Women's Union No. 91; Photo-Engravers Union No. 9; Stereotypers and Electrotypers Union No. 33; President, W. Forrest; Vice-president, C. Arpin; Recording Secretary, Georges Brunelles; Secretary-Treasurer, James Philip, Room 54, 481 McGill Street, Tel. MA. 7489; Executive, John Moore, J.-A. Ardoim and A. Query; Auditors, J.-A. Richard and H. Collin. Council meets second Tuesday of each month at 909 St. Lawrence Blvd.

CONSEIL DE DISTRICT DE MONTREAL DE LA FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIERS — MENSIERS D'AMERIQUE. — MONTREAL DISTRICT COUNCIL OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA. — Président: Esdras Secours; Vice-président: Ferdinand Doucet; Secrétaire: Léopold Francoeur; Trésorier: E. Lanthier; Exécutif: E. Lanthier, U. R. Johns, E. Doucet, Gardien: B. Labelle. Agents d'affaires: Edouard Toussaint et Elzéar Bernier.

Assemblée chaque mercredi à 8 h. du soir au Monument National, chambre 10.

U. L. 134, s'assemble tous les lundis soirs au Monument National, chambre 11, N. L'Heureux, secrétaire.

U. L. 1127, s'assemble tous les lundis soirs au Monument National, chambre 15; Manuel Bourque, 2420 Chapleau.

U. L. 1214, Meets every 1st and 2nd Thursday, 1440 Bleury, H. R. Salter, Secretary, 4621 Blvd Décarie, N.D.E.

U. L. 1360, s'assemble tous les 1er et 2e lundis, 4630 ouest Notre-Dame, H. Martin, secrétaire, 3815 rue Claude Verdun.

U. L. 1375, s'assemble tous les 1er lundis à 168 — 1ère Avenue, Lachine. Harris Daoust, secrétaire, 168 — 1ère Avenue, Lachine.

U. L. 1558, s'assemble les 2e et 4e vendredis à 2138 Valois, Paul Vigeant, secrétaire, 2436 Orléans.

U. L. 1581, s'assemble les derniers mardis de chaque mois à l'Hôtel de Ville Ste-Anne de Bellevue, Léopold Francoeur, secrétaire, Boite Postale 23, Ste-Anne de Bellevue.

UNION DES EMPLOYES DE TRAMWAYS DE MONTREAL, Local 790, Association des Employés de Tramways électriques et de chauffeurs d'autobus d'Amérique. — MONTREAL TRAMWAYS EMPLOYEES' UNION Local 790, Amalgamated Association of Street Electric Railway and Motor Coach Employees of America. — Quartiers généraux — Headquarters, 1153, St. Denis, Tel. L.A. 2593. Officers — Officiers: Elphège Beaudoin, président; Victor Trudeau, agent d'affaires; Albert V. Trudeau, agent d'affaires; Alb. Charlier, 1er vice-président; J. S. Parthenais, secrétaire; Alb. Brodeur, trésorier; Joseph Barbusci, secrétaire-correspondant; W. Latour, sentinelle. Le Local se réunit le 2e mercredi de chaque mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1679, rue Barré, et l'exécutif le lundi précédant l'assemblée régulière à 1153, rue Saint-Denis.

UNION DES TRAVAILLEURS DE LA CHAUSSURE, Local 249. — Boot & Shoe Workers' Union. — S'assemble tous les mercredis soirs à 1331A est, rue Ste-Catherine. Président, Jos. Giroux, 3446 Dorlon; 2e vice-président, H. Desrosiers, 1894 Cadillac; secrétaire-archiviste et correspondant, N. Gervais, 2112 rue Wolfe; secrétaire-financier, trésorier et agent d'affaires, Charles McKeercher, 1321A est, rue Ste-Catherine, Tél. CH. 4511; Résidence, CL. 7125; sentinelle, Philias Leclair, 1368 est, rue Ste-Catherine. L'exécutif, s'assemble les 2e et 4e lundis du mois, à 1331A est, rue Ste-Catherine. Président, Rosario Hébert, 3524 Dorlon, CH. 3987; secrétaire, Jos. Beaugard, 1598 rue Beaudry.

Les arts de la Mode



M. J. LEWIS, directeur

POURQUOI ALLER A NEW-YORK

Vous pouvez apprendre à Montréal, le dessin PRATIQUE des robes. Entraînement spécial pour la confection. COURS SPECIAUX DE CROQUIS, Jour et soir. Permis provincial. Diplôme reconnu accordé.

Ecrivez ou venez consulter Madame Juliette TREMBLAY, styliste réputée.

THE MAURICE DRESS DESIGNING STUDIO
1117 Ste-Catherine O. MA. 5911

FRontenac 8161
Salons Mortuaires modernes
ARTHUR LANDRY Enrg.
GEORGES GODIN, seul propriétaire
DIRECTEUR DE FUNERAILLES
Service d'ambulances
518 & 528 rue Rachel Est. MONTREAL

Examen de la Vue
Lunettes — Réparations YO. 4014 Eyes Tested
Glasses Fitted
A. GINGRAS, O.D.
OPTOMETRISTE — SIGHT-SPECIALIST
des Employés de Tramways Division Ouest
Visiteur aux Ecoles for Montreal Tramways
Employees, West Division
Eye Inspector for Schools
4222 Wellington VERDUN coin GALT
corner

Buanderie-IMPERIAL - Laundry
5 CUPLPY CO.
TEINTURIERS — NETTOYEURS • DYERS AND CLEANERS
Excellent service de blanchissage • Superior Laundry Service
Lavage de famille à prix modérés
Family Washing at Popular Prices
Téléphonez FALKIRK 1179 Call FALKIRK 1179
1471, RUE PARTHENAIS 1471 PARTHENAIS STREET

LES BOULANGERIES MARCEL MONETTE
et PAIN MONETTE ENR'G.
Recommandées à l'ouvrier
Pour leurs fameux "PAIN LAIT"
et Gâteaux de qualité
Membres de la Ligue Patronale des Boulangers Indépendants
"S'unir pour survivre"
28 STE-ANNE 2549 DENONVILLE
P. A. T. TEL. No 8 FITZROY 5690

UN SEUL MAGASIN
R. Brouillette
Mme R. BROUILLETTE, prop.
Avant de meubler votre foyer
venez comparer nos prix.
6014 Boul. Monk (près de l'église) WILBANK 6144
VILLE-EMARD

● Remplissons prescriptions d'oculistes
● Lunettes, lorgnons et réparations
J.-A. RACETTE
Opticien d'ordonnances licencié
BUREAU: Tous les jours — 10 a.m. à 9 p.m.
Excepté lundi et jeudi, jusqu'à 8 p.m.
6528 St-Denis Tél. CA. 9572

MAISON WALTERS INC.
Ladies' Ready-to-Wear — Furriers
Confection pour dames — Fourrures
Coats, Fur Coats, Children's Coats, and Dresses
We also make specials — Nous faisons aussi spéciaux
1224 St. Catherine Street East Tel. FRontenac 7360

Francen's Inc.
DRESSES AND COATS OF DISTINCTION
1019 St. Catherine Street West. BELAIR 3205

Mémoire présenté par l'United Textile Workers of Canada

Un autre mémoire vient d'être présenté par l'United Textile Workers of Canada au Conseil national du Travail, à Ottawa, dans les termes suivants :

En réponse à la lettre du 21 mars que nous faisait parvenir le secrétaire du Conseil national, M. G.-D. Pyle, nous soulignant le fait que, à la suite de la soumission d'un contre-mémoire par la compagnie Knitters Limited de Mariville, Québec, en réponse au nôtre du 3 mars 1944, re: Boni de vie chère (United Textile Workers of Canada) (local 7), il nous était permis de soumettre un autre mémoire contre-réponse au dossier du Conseil national du travail.

Nous regrettons de n'avoir pu nous prévaloir de cette permission avant aujourd'hui, du fait que tel mémoire contre-réponse ne pouvait se faire que par une assemblée générale de tous les employés de la compagnie concernée, membres du local 7 de l'U. T. W. C., et qu'il fallait en plus obtenir des informations supplémentaires directes et officielles de la Regent Knitting Co., de St-Jérôme, Québec, mais

Nous espérons sincèrement que le retard apporté à la présentation dudit mémoire contre-réponse n'aura pas créé trop d'inconvénients aux distingués membres de votre Conseil et il nous fait plaisir aujourd'hui de répondre aussi succinctement que possible aux allégations de la compagnie Knitters Limited, avec l'espoir que les informations contenues dans ce mémoire contre-réponse aideront à définir plus clairement les raisons qui ont incité les officiers du local 7 de l'U.T.W.C. à porter appel à la décision du Conseil régional du travail du Québec, rendue le 16 décembre 1943, et refusant aux employés de la compagnie Knitters Limited, membres du local 7 de l'U. T. W. C., la pleine extension du boni de vie chère en leur faveur.

(1) Dans son mémoire du 16 mars 1944, la compagnie Knitters Limited prétend que: "La liste de paye soumise au Conseil régional était véridique et exacte", et pourtant:

Nous basant sur la liste de salaires, qui figure présentement aux dossiers du Conseil national (mémoire Knitters Limited, 16 mars 1944), liste déclarée par la compagnie comme étant celle des salaires actuellement payés par ladite compagnie à ses employés, liste qui fut publiquement comparée avec les enveloppes de paye des employés de ladite compagnie, au cours d'une assemblée générale des employés de ladite compagnie, membres du local 7 de l'U. T. W. C., et tenue en la ville de Mariville le 5 avril 1944, il fut catégoriquement trouvé que: **LADITE LISTE DE SALAIRES FOURNIE PAR LA COMPAGNIE EST ABSOLUMENT INEXACTE** si l'on se base sur le pourcentage déclaré par ladite compagnie et les enveloppes de paye de ses employés.

(2) Dans son mémoire du 16 mars 1944, la compagnie Knitters Limited affirme que: "En examinant les tableaux des taux payés à nos employés le Conseil régional était entièrement justifié en affirmant que la compagnie Knitters Limited paye des salaires qui en moyenne sont égaux ou plus élevés que ceux payés par d'autres firmes comparables", et pourtant :

Alors que ledit Conseil régional à la suite de l'audition de la requête du local 7 de l'U. T. W. C., ne fit pas le geste logique de désigner à l'attention des officiers dudit local 7 de l'U. T. W. C. le nom des firmes qu'il (le Conseil régional) avait jugées comparables ou non, et les taux de salaires payés en ces dits établissements soi-disant comparables ou non, nous possédons actuellement la preuve, preuve que vous trouverez dans le tableau comparatif de salaires attaché à ce mémoire contre-réponse, et qui prouve hors de tout doute possible que, au moins

une des firmes désignées par le local 7 de l'U. T. W. C. (mémoire, 12 octobre 1943 à l'attention du Conseil régional du Québec comme étant similaire et comparable, paie des salaires plus élevés en moyenne, que ceux payés par la compagnie Knitters Limited, par une marge qui va, pour certaines opérations, jusqu'à 15 cents de l'heure.

(3) Du fait que la Regent Knitting Company conduit des opérations absolument similaires à celles de la compagnie Knitters Limited; que ladite Regent Knitting Company est située en la ville de Saint-Jérôme où il est établi que le coût de la vie est sensiblement le même qu'en la ville de Mariville; que ladite Regent Knitting Company par ces faits devient une industrie catégoriquement comparable à celle de la compagnie Knitters Limited et que ladite Re-

gent Knitting Company paie des salaires beaucoup plus élevés que ladite compagnie Knitters Limited, ainsi que le prouve le tableau comparatif de salaires attaché à ce mémoire contre-réponse.

Nous soutenons que nous sommes en tous points justifiés de refuser ladite décision du Conseil régional du Québec, et de porter appel à cette dite décision, et nous espérons encore une fois en toute justice que les demandes absolument raisonnables des ouvriers de la compagnie Knitters Limited, de Mariville, Québec, tous membres du local 7 de l'United Textile Workers of Canada, seront jugées avec équité par ledit Conseil national et que ladite décision dudit Conseil national fera disparaître une situation aussi injuste, et qui cadre si mal avec les principes démocratiques des citoyens canadiens.

\$182,613,627 à la caisse de l'assurance-chômage

Ottawa. — Au 1er mars dernier, la caisse d'assurance-chômage s'élevait à \$182,613,627, ce qui permettrait aux 2,750,000 ouvriers canadiens une allocation d'existence de \$66 chacun advenant une période de chômage.

Depuis que les premiers employés ont droit aux bénéfices provenant de cette caisse, soit en février 1942, et après avoir contribué pendant 180 jours, il a été payé en bénéfices la somme de \$1,711,443.

En janvier dernier, le nombre de demandes de bénéfices s'est élevé à 11,751; on attribue cette hausse au chômage saisonnier ainsi qu'au congédiement d'un certain nombre d'employés d'industrie.

La somme actuellement aux mains de la Commission d'assurance-chômage, soit \$182,613,627, s'est accumulée depuis que l'assurance-chômage obligatoire a été introduite, c'est-à-dire en juillet 1941. Les employeurs et employés y ont contribué \$149,413,103 et le gouvernement fédéral \$29,882,621. Le reste provient de l'intérêt sur les sommes placées.

Unions dénoncées au conseil du travail

Ottawa. — Les organisations ouvrières qui signent des ententes collectives et qui, au bout d'un certain temps, se présentent devant le Conseil du travail de guerre pour obtenir des révisions, ont été dénoncées, lundi dernier par les représentants de l'Aluminum Co., of Canada, au cours d'une séance du Conseil national du travail de guerre.

La compagnie en appelait d'un règlement du Conseil régional du travail de Québec, qui exige que les patrons paient leurs employés temps et demi après une journée de huit heures ou une semaine de 48 heures. La compagnie a allégué qu'elle n'accordait temps et demi qu'après une quinzaine de 96 heures, pour éviter les absences des employés.

Pour protéger les marins

On nous informe de Québec que l'hon. Wilfrid Hamel, ministre des terres et forêts, présentera un projet de loi pour modifier la loi des accidents du travail.

Ce projet concerne les accidents du travail dans le transport par eau. L'article 1 supprime la limitation actuelle de la responsabilité du propriétaire de navire.

L'article 2 a pour but principal d'enlever la disposition qui restreint le bénéfice de la loi aux accidents survenus dans les eaux territoriales de la province.

CANDIDATS A L'ASSURANCE-CHOMAGE DOIVENT SE CONFORMER AUX REGLEMENTS DE LA MOBILISATION

A l'avenir, les candidats du sexe masculin aux prestations d'assurance-chômage seront requis de prouver qu'ils se sont conformés aux Règlements du Service sélectif national (mobilisation), a-t-il été annoncé, samedi dernier, par le ministre du Travail, l'hon. Humphrey Mitchell.

En vertu d'un arrêté en conseil adopté le 30 mars, tout candidat de sexe masculin devra produire preuve satisfaisante, telle que certificat de naissance ou de mariage, qu'il n'est pas une "personne désignée" en vertu de l'appel militaire — ou, s'il est une personne désignée, il doit présenter les documents nécessaires pour établir qu'il s'est conformé aux Règlements de la Mobilisation.

Les dispositions de l'arrêté sont une extension du présent relevé national de tous les civils d'âge militaire qui sont sujets aux Règlements. Les employeurs vérifient actuellement le statut des hommes sur leurs bordereaux de paye.

Semblable preuve d'observation des Règlements a depuis quelque temps été requise des hommes qui cherchaient un emploi par l'entremise d'un bureau du Service sélectif national.

Military Service "Insurable?"

Montreal (ILO). — A report prepared for presentation to the International Labor Conference at Philadelphia on April 20th recommends that military service should be counted as "insurable employment" under all existing social security schemes.

Pas de grèves au pays

Ottawa. — L'hon. Humphrey Mitchell, ministre du Travail, vient de déclarer aux journalistes que la situation ouvrière au pays était très calme et que le Canada est le seul parmi les Nations unies où il n'y a pas de grèves présentement.

COUR SUPERIEURE
Province de Québec,
District de Montréal,
No. 228868.
JOSEPH DELPHINE ADRIEN BOULAY, des cité et district de Montréal maintenant en service dans les Forces Canadiennes armées de sa Majesté, outre-mer. Demandeur
DAME EMELDA PROULX, épouse commune en biens du demandeur, dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, du même lieu, maintenant de lieux inconnus. Défenderesse
Il est ordonné à la défenderesse de comparaître dans le mois.
Montréal, le 18 avril 1944.
Mergler & Mergler,
Procureur du Demandeur,
150 rue ouest Crail,
Montréal, Qué.
T. DEPATIE,
Député-Procureur.
17-18

LE MONDE OUVRIER — THE LABOR WORLD

Est publié par la Fédération provinciale du Travail du Québec chaque semaine, dans le but de promouvoir de la législation sociale tendant à protéger et à améliorer le sort de la classe ouvrière de cette province. Exécutif : J.-Elphège Beaudoin, président, Jos. Matte, J.-B. Arsenault et R.-M. Bennett, vice-présidents, Marcel Franço, secrétaire-trésorier et rédacteur, Henri Richard, rédacteur associé.

Adressez toutes les communications à Casier Postal 6094

Téléphone : LAncaster 7808

Imprimé par Mercantile Printing Ltd., 11 ouest, rue St-Paul, Montreal



Is published by the Quebec Provincial Federation of Labor weekly, for the purpose of promoting legislation towards the protection and advancement of the working class of the Province of Quebec.

Executive : J. Elphège Beaudoin, president, Jos. Matte, J. B. Arsenault and R.-M. Bennett, vice-presidents, Marcel Franço, secretary-treasurer and editor, Henri Richard, associate editor.

Address all communications to Postal Box 6094

Telephone : LAncaster 7808

Printed by Mercantile Printing Limited, 11 St. Paul Street West, Montreal

Un comité de seize et un programme d'action

Une assemblée de représentants d'unions a été tenue dimanche dernier, on y a adopté un programme composé de cinq points principaux, à peu près comme suit :

1. Représentation ouvrière sur toutes les commissions gouvernementales ;
2. Refonte des Bills 2 et 3 (loi de relations ouvrières et loi des différends entre les services publics et leurs employés) ;
3. Mettre un frein aux provocations anti-syndicales de l'industrie du textile et de l'aluminium ;
4. Augmenter le salaire minimum à \$25 pour une semaine de travail de 48 heures ;
5. Projets de construction de logements salubres, mesures d'après-guerre desanté, d'entraînement de la jeunesse et facilités d'éducation pour toutes les classes de la société.

Un comité de seize membres a été formé pour promouvoir ces demandes, aussi bien que d'autres qui seraient adoptées à l'avenir ; une entre autres, qui le fut au cours de cette assemblée et qui fut soumise par J. Angus Rose, vice-président du C.C.F. (section du Québec), réclamait une redistribution des 90 sièges de la Législature, la représentation devrait être à base de la taxation, prétendit-il. C'est une demande plutôt risquée et qui pourrait nous mener plus loin qu'on semble le croire en certains milieux ; partant de ce principe, les districts électoraux où l'évaluation est très élevée (soit les quartiers fashionables) auraient droit à plus de députés que les quartiers ouvriers, ou encore cela prendrait un plus grand territoire avec une plus forte population dans les districts électoraux payant moins de taxes pour avoir un représentant que cela nécessiterait dans un district payant la forte somme en taxes et n'aurait qu'un nombre beaucoup plus restreint de population. Nous avons toujours compris que les districts électoraux devraient avoir à peu près le même nombre de population pour élire un même nombre de députés, pour que le système soit juste et équitable pour tous et non pas être basé sur la fortune. Et dire que ce sont des ouvriers et un C.C.F. par-dessus le marché qui réclament une anomalie semblable ! Vraiment plus rien n'étonne.

La même assemblée a émis l'opinion qu'il devrait y avoir unité d'action entre la F. A. du T. et le C. C. du T. (C. I. O.) sur le terrain politique, mais une action politique indépendante sans attache à aucun parti en particulier.

Pourquoi ne pas dire franchement que c'est le C. C. F. qu'on veut pousser, car si l'on examine les noms de ceux qui forment ce comité de seize, on se rend compte que le plus grand nombre sont des militants actifs de ce parti ou des sympathisants déguisés du Parti communiste qui parade maintenant sous le nom de progressiste-ouvrier.

On pourrait aussi se demander comment il se fait qu'un des promoteurs de ce nouveau mouvement — sinon le plus responsable — a des entrevues assez fréquentes à Québec avec des personnages influents de l'Union Nationale.

Est-ce cela qu'on entend par politique indépendante ? Il semble y avoir des dessous dans cette affaire que les vrais trade-unionistes feront bien de surveiller.

Nous ne voyons pas pourquoi il faut un nouveau groupe pour réclamer les cinq points cités plus haut, ils sont depuis longtemps au programme du Congrès des Métiers et du Travail du Canada, de la Fédération provinciale du Travail et même du Conseil des Métiers et du Travail, du moins dans leurs grandes lignes.

Cherche-t-on à diviser encore plus le Travail Organisé et à l'avantage de quelle étoile filante ?

UN QUI L'A VU.

LAncaster 7209 Soir : 3875 WELLINGTON
LAncaster 7200 Wellington 2214

YVES PELLETIER
AVOCAT

60 Ouest, rue Saint-Jacques MONTREAL
SUITE 600



ENTENDRE DISTINCTEMENT ET VIVRE DE NOUVEAU !

Ne laissez pas un état de surdité tuer la moitié des plaisirs que la vie peut vous apporter. Suivez la voie que des milliers ont prise : avec un appareil acoustique

WESTERN ELECTRIC
et entendez plus distinctement.

Vivez sans restriction, envisagez l'avenir avec un renouvellement de courage et d'énergie. Jouissez du timbre naturel et vibrant que des milliers louangent ; entendez mieux des discours même en des endroits bruyants. Venez aujourd'hui et essayez un appareil Western Electric Audiphone par les fabricants du Bell Telephone. Voyez combien il peut vous venir en aide. Démonstration du soir ou à domicile. Aucune obligation. Satisfaction garantie.

Reynolds Earphone Co.

1253 ave. McGill College
Chambre 410 LA. 0594

From Our Readers

Montreal, P. Q.
April 19th, 1944

The Editor,
"The Labor Word",
Montreal.

Sir,

Just a word of appreciation for the editorial by Bernard Rose, K.C., in your issue of April 15th, entitled "What the Workers Want". To me, it was a fitting, conclusive, and concise answer to the question raised by a contemporary: "What Labor Wants!"

If the six demands outlined by your valuable contributor were in every way met, much of or nearly all the strife between capital and labor would disappear. After all, the average worker's chief desire is the securing of a livelihood under decent conditions. That has been the objective sought for centuries. All social legislation has been based on the need for social justice.

It is too often forgotten what pioneers in the labor movement and those earnest souls who followed the same philosophy did by effort and sacrifice to bring about a recognition of humanity's rights and heritage. Men and women have faced unpopularity and persecution in the advocacy of principles they believed to be right and which have since proven to be.

Altogether a fine article worthy of again reading for the inspiration it offers. It is good material for all who have the opportunity to speak to their fellow workers on the possibilities by united action, that lie ahead.

Thank you, Mr. Rose.
Yours fraternally,
J. C. K.

Cheap labor is costly. Fifty-seven illegally employed minors who were injured at work were awarded \$55,000 (double damages) under New York's workmen's compensation laws in February.

A British magician complains that Labor Minister Bevin knows as much about the vanishing woman stunt as he does. Every time the magician gets a woman trained for the act, Bevin makes her vanish into war work. Bevin probably won't stop until he has learned how to saw a woman in half and put her into two jobs.

With our fighters, overseas, one of the best bets
Is a pack of UNION LABEL
cigarettes.

Take a chance on the Union Label — the fair employer takes a chance on you.

La taxe de vente est supprimée ou plus limitée dans nombre de cas

La Législature de Québec est plus active que les années passées, elle abat plus de besogne que d'habitude en moins de temps ; les discours sont moins longs et plus à la page, semblent-il. Tant mieux, car il n'y a pas de raison au monde pour que la session parlementaire dure plus de huit semaines, dix au maximum, c'est assez pour dire un tas de choses inutiles ; du fait qu'il y a plus de décorum, notre réputation y gagnera. Sera-ce la session précédant immédiatement les élections générales ? Ceux qui prétendent être dans le secret disent : "certainement". Attendons et nous verrons.

A certains signes on serait porté à croire qu'ils ont raison et que les élections sont proches, car il y a des réductions de taxes, on en exempte une foule d'articles, surtout ceux en usage courant chez les cultivateurs. Il est toujours vrai qu'on n'attrape pas les mouches avec du vinaigre, encore moins les électeurs et en particulier ceux des campagnes.

Et la taxe de vente ?

Elle ne disparaît pas entièrement mais on en coupe assez pour être appréciée par la masse du peuple. Ainsi les liqueurs douces et eaux gazeuses ne seraient plus taxées lorsque le prix de vente serait de 10 cents ou moins. Pour ceux qui savent combien de milliers et de milliers de bouteilles de "coke" ou autre nom se boivent chaque jour, c'est énorme et représente une réelle économie pour les amateurs.

Seront également exemptés entièrement de cette fameuse taxe de vente les périodiques et livres imprimés, les fournitures de classe, les savons et autres articles de nettoyage, le charbon, le bois de chauffage et la glace, les vêtements et chaussures d'enfants, et quelques autres articles.

La taxe d'hôpital sur les repas.

On sait qu'actuellement tous les repas de 35 cents ou plus sont soumis à une taxe de 5 pour cent. Il est question maintenant d'exempter de la taxe les repas dont le prix est de moins de 60 cents. Franchement, on aurait pu aller jusqu'à 75 cents. Toutefois, même à 60 cents, il y a quantité de repas qui ne seront plus taxés, ce seront surtout les ouvriers qui "lunchent" au dehors qui en profiteront. Il faudra toutefois surveiller que les restaurateurs ne haussent pas le prix des repas, c'est vrai qu'il y a toujours le jeu de la concurrence qui nivelle les choses.

A tout prendre, ce sont de bonnes mesures qui plairont à bien du monde, surtout si on diminue ou supprime la taxe de vente municipale dans la même proportion.

SOCIUS.

Faites corriger les pincements de nerfs dans votre épine dorsale, la santé s'en suivra.

LE CHIROPATICIEN
rétablit la transmission normale du courant de vie qui ramène à la santé.

CHIROPATICIEN LAURENT Murtubise
Diplômé de Palmer
5443, rue Saint-Denis — Tél.: HARbour 7524

Plus Jamais de Souci pour la femme qui possède un

CALENDRIER DE MATERNITE

pour connaître en toute sécurité ses jours de "FECONDITE" et ses jours de "STERILITE". En vente aux pharmacies ou envoyé franco sur réception de \$1.00, 119 ouest, Mont-Royal, Tél.: LA. 6694.

Marquette 9331 ALEX. JULIEN, prop

HOTEL PLAZA ENR'G
CHAMBRE \$1.50 — REPAS 50c ET PLUS
Téléphone et eau courante dans chaque chambre.
446 Place Jacques-Cartier MONTREAL

Spécialité :
MERCERIE
ET VETEMENTS
DE TRAVAIL
POUR HOMMES
FALKIRK
2 8 6 5

Mlle L. ALLARD
MARCHANDISES
SECHES
FOURNITURES DE MAISON
2401A EST, SAINTE-CATHERINE

Achète BIEN
qui achète
chez

Dupuis Sièges
LIMITÉ

**AU SERVICE
DU PUBLIC
DEPUIS 1868**

Achetez des Bons de la Victoire



JOSEPH L. GREENSPON

Managing Director
PRINCE OF WALES HOTEL

1421 McGill College Avenue

MONTREAL

5524 - 4ième Avenue, Rosemont

AM. 4162

Vous êtes toujours les bienvenus chez — You are always welcome at

ISRAEL NANTEL

TAVERNE • TAVERN

2551-53 EST, ONTARIO EAST

FA. 0013

PLateau 0339

Taverne CREMAZIE

CREMAZIE Tavern

E. E. TREMBLAY, prop.

214 Ste-Catherine Est

MONTREAL

Fitzroy 5268

MILLER BROS. & SONS LIMITED

MACHINISTS and MILLWRIGHTS

BUY VICTORY BONDS

45 des Seigneurs St.

MONTREAL

Bureau
Tél. BELair 3003

Résidence
Tél. ATLantic 8830

Achetez des BONS DE LA VICTOIRE

J. A. W. ARCHAMBAULT & Associés

Comptables publics licenciés
Certified Public Accountants

Suite 609 - 610 - 611 - 612 Edifice des Tramways

159 ouest, rue Craig

MONTREAL

CHerrier 0029 - 0157

Taverne
LEMIRE
Tavern

1315, Papineau
1812 Ste-Catherine Est

nettoyeurs **leo** cleaners
LIMITÉE

2582 Beaubien E.
2126 Rachel E.
2168 Frontenac
4518 St-Denis

8697 St-Denis
3862 Ontario E.
1031 Mont-Royal E.
7891 St-Denis

3127 Masson
4531 Papineau
6645 St-Hubert
1610 St-Denis

Bureau-Chef

4300 STE-CATHERINE E.
DOLLARD 6000

Head Office

Agences : 522 JARRY et 1811 AMHERST

PUT VICTORY FIRST

Be ready with your instant response to the forthcoming



VICTORY LOAN

It is up to you to speed the hour of Victory, Peace and Freedom....
to match with your giving the gallantry of our
Armed Forces on Land, Sea and Air.

Northern Electric
COMPANY LIMITED

Our Debt To Prime Minister King

We owe a debt to William Lyon Mackenzie King that we can hardly ever hope to repay. It is a debt due him by every thoughtful and appreciative Canadian. It is a debt, not the result of any transaction or consideration, but one arising entirely from the eminent and patriotic services rendered his fellow-countrymen and the Nation since he first entered public life. It is a debt that we acknowledge but admit our inability to pay, since the services our fellow-countryman has rendered cannot be repaid other than by acknowledging that he has reflected the highest credit upon the country of which he is a distinguished citizen.

The beginning of our debt to him started, when as a young man studying abroad, he was recalled to this country by the then Postmaster General, the Honourable William Mulock, Canada's Grand Old Man, who just the other day celebrated his hundredth anniversary, to inquire into the sweating system as it prevailed in connection with the carrying out of clothing contracts. With his characteristic sincerity and method, he went into the homes of the people engaged in manufacturing articles of clothing and learned at first hand what the conditions were and how these workers were exploited by subcontractors. His report, which is now a classic in the literature of industrial conditions, contains conclusions which were promptly implemented by the government of the day.

We added to this debt when he was asked to carry on as a Royal Commissioner investigations into the conditions affecting numerous industries, particularly those relating to textiles, telephones, and the mines. His reports containing the result of these investigations are regarded as required reading by all who are interested in industrial conditions and human welfare.

Our debt grew as he became identified with the newly created Department of Labour which was administered, first by the Honourable William Mulock, and subsequently by his successor, the Honourable Rodolphe Lemieux. The people of Western Canada are particularly indebted to Mr. King because of the investigation he conducted at the request of the late Sir Wilfrid Laurier into a very serious coal strike, the consequences of which were almost calamitous. This investigation led to the drafting of a measure which has been studied and appreciated by students and reformers in every civilized country. It is known as the Industrial Disputes Investigation Act.

We are very much in the debt of Mr. King because of his acceptance of the position of first Deputy Minister of Labour at a salary two-thirds less than that offered to him by the President of Harvard University. Mr. King, with the self-sacrifice and utter devotion to everything Canadian so characteristic of him, when he was asked by Mr. Mulock to accept the position of Deputy Minister at \$1,500 a year when he had an offer of a professorship at Harvard for three times this amount, said he preferred the opportunity of doing something for his own country rather than leaving it to accept an offer which was a very generous one. This readiness to sacrifice pecuniary and professional advancement indicates his willingness at all times to give of his best to the land of his birth.

We owe still more to Mr. King, since following his investigation into conditions in the Colorado mine fields, his recommendations were incorporated in a representation plan which brought about vast changes that reacted to the advantage of the workers and the management.

The workers in particular owe him a debt, since throughout his career as an administrative chief, Minister of Labour and Prime Minister, he expressed his sympathy for and co-operated in obtaining the enactment of legislation designed to remedy conditions and give the worker the protection which he demanded. It was during his tenure of office that the Unemployment Insurance Commission was established and the growing influence of the workers in their organized capacity given the consideration they merited from a democratic government.

He was the first among political leaders and statesmen to set forth in his highly instructive and convincing book "INDUSTRY

AND HUMANITY" the principles underlying industrial reconstruction.

All who toil felt indebted to him, when during the course of his splendid address to the American Federation of Labour at its 1942 convention in the City of Toronto he declared:

"I believe the war is teaching us that the obstacles to full employment were not real obstacles, that a partnership of management, of workers and of the community can make useful work available, in time of peace no less than in time of war, for all who need or want to work."

and that:

"Our resources of land, of sea, of forest, and of mine, were given to man by the Creator for the preservation, and not for the destruction of life. The people of no country can be made happy, contented and prosperous except by safeguarding the lives and welfare of the many, and by protecting from injustice and misfortune the homes of the humble in the land."

All who live by their toil, be it by hand or brain, feel they owe him something following his stirring declaration at the convention that:

"To bring the new order into being, we shall need a spiritual, not a material interpretation of life. In estimating human values, the new order will be concerned with men's character and personality, not with their power and position, nor with the extent of their possessions. The souls of men will be more precious than their bodies."

We will perhaps better appreciate our debt to him when we learn that because of his great abilities and outstanding attainments, he was offered positions at a salary of \$50,000 a year, which he declined in order to return to Canada and again devote himself to the welfare of his country. No one of his predecessors who held the highest office in the gift of the people declined so many offers that brought with them distinction and high emoluments as Mr. King.

The magnitude of the debt is better sensed when we realize that he has held steadfast to his course and maintained the high principles which constitute his code of political and personal conduct.

Our debt to him is great since he followed in the footsteps of his illustrious predecessor Sir Wilfrid Laurier in refusing to be influenced by appeals coming from those who do not understand the need in peace and war of "National Unity."

Our debt to Mr. King can be best appreciated in the light of the many tributes paid to him by the leaders of the United Nations. The debt became greater when he told Canadians in clarion tones, after the Mother Country declared war, that this was a global battle against the forces of evil.

We owe a considerable part of the debt because of his sincere and successful efforts in bringing about the excellent relations existing between this country and the United States.

A further instalment to the debt was made when he inspired the sorely harassed people in the Motherland because of his declared determination that Canada would do all that its resources permitted to co-operate in fighting the Axis powers.

The debt is large and has grown because of Mr. King's selflessness and high souled patriotism. He has at no time spared himself but has indeed incurred risks, and shown a courage that has earned him the admiration of every sincere, thoughtful, and grateful Canadian.

Though we cannot hope to repay this debt, we can manifest our gratitude in expressing our appreciation of the magnificent service he has rendered not only his own country, but the British Commonwealth of Nations and those that are contained within the group associated together to combat the forces that sought to enslave the world.

If we, of the present generation, cannot meet our obligations to him, future generations can and will because of the esteem he has merited as a statesman and great Canadian who has added so greatly to the prestige and international stature of the most important Dominion within the British Commonwealth of Nations.

BERNARD ROSE.



Double Standards

By RUTH TAYLOR

The other day Walter Lippmann wrote one of his masterly articles under this title. His theme was the double standard of conduct for civilians and soldiers.

I am going to borrow his title for a different theme — the double standard we apply to our conduct and to that of our neighbor. One of the greatest barriers to understanding both between individuals and groups is that we have one standard for ourselves and one for the other fellow.

What WE do is right. What THE OTHER FELLOW does is wrong. We start from that premise far too often. If we falter or fail on a job — well, there were good reasons for it. But if the other fellow does — he is a slacker or worse. If we criticize or generalize, we had good reason for our statements — the other fellow just doesn't know what he is talking about.

Our own particular group has a right to lobby for special privileges, to demand concessions — it is the other fellow and his groups who are greedy and self-seeking. Any condemnation of OUR group is wrong — we are individuals. But the other fellow belongs to a group and we damn him by it.

We apply different standards of morality to ourselves than to the other fellow, but what we don't take into consideration is that he generally has as good a case for himself and his group as we have. We each want the most we can get out of life. If we are selfish, we are willing to take what we want at his expense. If he is selfish, he is benefitting at our expense.

We dabble in words. A reactionary to us is one who won't move in our direction as fast as we want. A conservative is one who stays put — in the place we want. A radical is one that wants to move in the opposite direction from the way we want to go. An idealist is scornfully used to mean anyone who is not a realist — one who looks beyond the mud at his feet. We and those who think like us are the only ones in step with the times.

We condemn cruelties overseas and practice them here. We talk about the downtrodden minorities in other nations and then go right ahead setting minorities apart here. We say that democracy is the only way of life for the world, but we don't put it into practice in our national lives or even in our personal lives. We are ready to give lip service to democracy — but nothing else.

Let's get off the double standard and judge others as we would be judged!



NATIONAL SELECTIVE SERVICE

If You Employ Male Persons

Have they all complied with the Military Call-Up?

By an Order signed under authority of the National Selective Service Mobilization Regulations:

1. Every employer of male employees must make an examination of the documents of these employees, and forward advice on those who fail to produce documents showing good standing under Mobilization Regulations.
2. This examination must be completed by May 1st, 1944.
3. "EMPLOYER" includes industrial and commercial employers, and also farm operators.
4. "MALE EMPLOYEE" includes all male persons working for you.
5. A booklet "EMPLOYERS' GUIDE," has been sent to industrial and commercial employers. A return post card has gone to farm operators.
6. If you employ any male person, and have not been notified of the survey by booklet or post card, contact the nearest Employment and Selective Service Office and ask for the booklet.
7. Workers in agriculture, of military age, who have not been rejected by the Army and who have not a Postponement Order should apply for such order to the nearest Registrar immediately.
8. Obligation to make the examination rests on each and every employer of male persons, and employers must act.
9. Penalties are provided for failure to carry out this examination, and for male employees failing to assist by refusal to produce documents.

THE NATIONAL SELECTIVE SERVICE MOBILIZATION REGULATIONS
DEPARTMENT OF LABOUR

HUMPHREY MITCHELL,
Minister of Labour.

A. MacNAMARA,
Director, National Selective Service.

B-10-44-W

PALACE
THEATRE

Second Week!
ORSON WELLES
JOAN FONTAINE in
JANE EYRE
with MARGARET O'BRIEN
PEGGY ANN GARNER

CAPITOL
THEATRE

THE CROSS OF LORRAINE
with Jean Pierre AUMONT
GENE KELLY
Added Feature
Moonlight in Vermont

PRINCESS
THEATRE

THE RETURN OF THE VAMPIRE
with BELA LUGOSI
Added Feature
"The GHOST That Walks Alone"

LOEW'S
THEATRE

In Blazing **TECHNICOLOR**
THE DESERT SONG
starring Dennis MORGAN
IRENE MANNING
GENE LOCKHART

MONARCH GAS RANGES

Made by
Canadians
for
Canadian Homes

Tél. Lancaster 3858
Salon de Fleurs St-Denis
1590, rue SAINT-DENIS
(Edifice du Théâtre Saint-Denis)
Spécialités :
Bouquets de Noces, Tributs floraux.
Escompte de 10% aux membres
des unions ouvrières.
Mme ROVIRA — Rés. MA. 8488

VIENNA GRILL CAFE
INCORPORATED

1964 rue Ste-Catherine Est
Montréal

SAVE
THAT YOU MAY LEND

Making Democracy Work in Plenty

(The following is the complete text of an address by PRESIDENT PERCY R. BENGOUGH before the 48th Convention of the American Academy of Political and Social Science, Philadelphia, Pa., April 15th, 1944)

Mr. Chairman, Ladies and Gentlemen:

First I wish to assure you that I appreciate the courtesy extended in inviting me to address such an important Institution as the American Academy of Political and Social Science. I think it would be well to explain briefly that the Canadian Organization which I have the honor to represent is the counterpart in Canada of the American Federation of Labor in this country. The major portion of our affiliated membership is the Canadian members of International Trade Unions operating on both sides of the International Boundary. The Trades and Labor Congress of Canada has been organized and has functioned on this basis for over sixty years. It was a natural desire on the part of the working people of these two great Nations, living side by side in peace for almost 130 years, that they should enter into the kindly relationship which has throughout these many years advanced the principles of democracy and free political institutions.

Is it any wonder that those responsible for the building up of the Labor Movement in Canada should regard the closest co-operation and collaboration with the workers of the United States as essential to the strength and usefulness of such a Movement? This bond between the workers of the United States and Canada has not been inspired by compulsion or dictatorship. It has been, and is, an entirely voluntary unity. The American Federation of Labor deals with legislation affecting the workers in the United States and the Trades and Labor Congress of Canada deals with legislative matters affecting Canadian workers. The very fact that so many hundreds of thousands of trade unionists in both our countries have built and maintained such a friendly spirit of co-operation must have contributed to the general good-will on this North American Continent, which is such a wonderful target for the rest of the countries of this war-torn world to aim at.

Following the close of the last war, The Trades and Labor Congress of Canada welcomed the setting up by the League of Nations the International Labor Organization and has participated continuously in the Conferences of the I. L. O. In the preamble of the International Labor Organization the following objective is set out: "The establishment of universal peace and a considered opinion that such a peace can be established only if it is based upon social justice and that conditions of Labor exist involving such injustice, hardship and privations to large numbers of people as to produce unrest so great that the peace and harmony of the world are imperilled and an improvement of those conditions is urgently required."

This was a true statement in 1919 and is just as true now in 1944, and must be completely recognized now in order to establish permanent peace.

The workers of Canada look with some misgivings to the post-war period. We have already stated our position in relation to the war. Working people are practical people. We believe in doing first things first and that the biggest and most important job confronting all of us in the Allied Countries today is to win this war in the shortest possible time. To accomplish this successfully we must make every effort in every direction and through every medium for a one hundred per cent total war effort. This objective cannot be achieved by stoppages of work. No citizen could possibly believe that a delay in production can advance our war effort. A delay in supplies and material would prolong the duration of this war and this automatically would cause a heavier casualty list of those fighting on our behalf. This war must be won as quickly as possible. We want Victory — What then?

Subject only to the vital need of winning the present war in order to save our democratic way of life, the question of what we are going

to do in the post-war period is the most important problem that possibly human beings have ever had to solve because if solutions are not found to these problems the stupendous efforts and sacrifices made in saving our democracies will have been in vain. Frankly, the majority of those I represent are a little fearful of the post-war period. Thousands of them retain horrible memories of the misery of unemployment. They remember the periods of depression when they were anxious and willing to work and were not wanted. Today they look for assurance, yes definite assurance, that they will not once again find themselves on the verge of starvation while citizens of a land of plenty. In the last depression Canada had a most morale destroying scheme of unemployment relief. The qualifying test for this miserable allowance was the test of destitution. Those who had been thrifty had to wait until their meager savings were exhausted before they could obtain help while those who, whether by accident, bad luck or the type of life they had led were automatically eligible for relief if destitute. Where relief employment was undertaken in many instances it was useless work provided more as a task than for use. Road construction was undertaken without the use of machinery with the idea of providing more employment. If such ideas had been thought through shovels would have been cut in half to put on twice as many workers. Such schemes penalized thrift and destroyed morale. We want no more of this. It is true improvements have been made in the right direction. Unemployment insurance has been established. However, unless drastic changes are made to bring distribution into balance with our productive ability all such schemes will operate only as a short-life shock-absorber and will be buried in an avalanche of claimants. When we consider, for example, what Canada has done during this war period with a population, all told, of approximately twelve and a quarter million causes very serious thinking regarding how we are going to arrange our way of living in order to rid ourselves of fear, unemployment, want and misery in the post-war period.

Canada has today some 750,000 able bodied citizens in the Armed Forces. It has to be recognized that in such service, and particularly so in modern mechanized warfare, they become greater consumers than we can visualize them being in civilian life. Then, we have around a million and a quarter engaged directly and indirectly on what can be termed war work, over \$55,000,000 worth of munitions and supplies being produced each week. Over and above all this in the fiscal year 1942-43 Canada provided a direct gift of \$1,000,000,000 in munitions, raw materials and foodstuffs for the United Kingdom, some of which was transferred to other countries. In the three years before that Canada provided financial assistance to the United King-

dom totalling \$1,518,000,000. In the fiscal year 1943-44 Canada provided for the distribution of Canadian war equipment, raw materials and foodstuffs to the United Nations to the value of \$1,000,000,000 on the basis of strategic need. From August 1942, to mid-March, 1944, Canada donated 260,000 tons of wheat to Greece. And, while all this has been accomplished, we have, in addition, grown, manufactured and distributed all civilian requirements. True, we have been rationed but no real hardships have been suffered.

On the declaration of Peace we will be confronted with a new era in Canadian history and this applies equally in the United States. Canadians feel justly proud of their war effort. The productive capacity of Canada has been more than trebled. Our Minister of Munitions, the Hon. C. D. Howe, has said that in the four war years since 1939 Canada has undergone an industrial transformation which, under normal conditions, could not have taken place in less than twenty-five years. It is a revelation what we can do when compelled to meet the demands of war. If we can do all these things for the purposes of destruction isn't it natural for people to ask why cannot all of our people be kept in gainful employment for constructive purposes? If these things can be done now why was it that hundreds of thousands of our citizens were in want prior to this war period? And, why is it that we even have to contemplate the possibility of fear and want when Victory is won?

There is one thing we have conclusively demonstrated and that is we can grow and produce with ease in abundance every human need and requirement and, knowing this, the masses of the people will not go back to the pre-war days of fear and want. We must not have any illusions as to the magnitude of the problems and difficulties confront-

ing us in the post-war period. Civilian positions and jobs in gainful employment will have to be provided for all of those who have been fighting on our behalf overseas, as well as for those working on our behalf in the production of munitions and supplies. It has to be kept in mind also that many of our customer countries across the Atlantic have made gigantic strides themselves both in agriculture and industry. We cannot sit and wait until things turn out all right. We have to find two million new jobs in Canada in the post-war period and we have to find them expeditiously in order to be sure that we will not have chaos and confusion and possibly disaster.

War compelled us to intensify our industrial efforts and a gigantic system of planning was adopted which was never before experienced and while a considerable degree of political control prevailed it has been an extremely effective factor in enabling us to meet our war responsibilities. The consciousness of the workers and people generally has been awakened. They realize the enormous capacity to produce and the value of our scientific and modern methods of production all being accomplished while we, at the same time, maintained and fed a great army of men and women who were removed from the productive fields of industry. This tells us that we cannot return to a system of life that reduces farm output, that restricts production and develops only on the basis of profitable operations and a scarcity of commodities in which millions suffer. It is illogical, unreasonable and unsound and it is necessary that these controls that have been found workable in planning for war production and have proven successful should be maintained and extended in the developments of our peace-time economy.

(Continued on page 8)



ADDRESSES ON THE MOVE!

IN SPITE OF ALL WAR HAZARDS
31,500,000 LETTERS
REACHED YOUR MEN OVERSEAS LAST YEAR

DO you remember the "Change of Address" form which you filled out when you moved your civilian home? After that was filed at your local Post Office, every letter sent to your old address had to be redirected to the new one, and that went on until your correspondents were familiar with your new location.

Probably you didn't move very often, but each time you did, the Post Office gave redirectory service. And if you will think about that for a moment, you will begin to see what a stupendous task confronts the Canadian Postal Corps in handling the military mails, when thousands of men are being moved almost daily!

Yet, in spite of the need of tracing men from reinforcement units to their locations on fighting fronts . . . in spite of the need of tracing them through hospitalization . . . or while on leave . . . when their unit is moved . . . in spite of delays in air mail service caused by adverse flying conditions . . . of delays in surface transportation caused by enemy action . . . in spite of every war hazard you can think of . . . your Post Office and the Canadian Postal Corps delivered 31,500,000 letters to men overseas in 1943!

You can help speed the overseas mail by making sure that each letter or parcel (properly packed) is fully and completely addressed.

CANADA POST OFFICE

Issued by the authority of
HON. W. P. MULOCK, K.C., M.P., POSTMASTER GENERAL

Making Democracy Work in Plenty

(Continued from page 7)

We are not in accord with all the controls and their application as exercised during the war period but we do believe that stabilization by equitable regulations is the soundest system of operations and our immediate position after victory can best be protected by the exercise of controls over finance, commerce and industry and that no controls should be released or new ones established that will provide any avenues of exploiting the people.

Whether we in Canada are prepared to adopt a progressive immigration policy is a problem of vital concern. We cannot ignore the fact of the wonderful productive advantages of our industries, agricultural and natural resources and, in our opinion, we must be willing to accept selected people but only in such degree as they can be absorbed and do not vitally affect the general welfare of our own citizens and that full employment security is assured to all those now in the Armed Forces and our citizens generally before any attempts are made to remove our existing immigration restrictions.

As stated previously we will oppose the planning of work designed to employ large quantities of human labor under unsuitable laborious conditions with meagre earnings merely for the purpose of providing employment when, by proper planning and the use of machinery, the work could be more effectively and efficiently undertaken.

We have in Canada an abundance of urgently needed public works which should be commenced immediately war production ceases. There is not a city, town or village but needs local improvements. We go without hospitals, without schools, we starve our Universities and Libraries, risk the lives and health of our people and children with poor roads, poor water systems and inadequate sewers and a million other justifiable wants. We do without all these needs in a land of plenty with no problems of production. We have an unlimited supply of raw materials, all the labor, technical, skilled and unskilled, able and willing to fashion those materials to our requirements.

As a means of creating productive employment, essential public works of benefit to the whole nations should be planned immediately and be ready to put in operation in the post-war period to fill the gap while industry is changing from a war to a peace time economy and to continue as long as the need exists. We have suggested for this purpose such undertakings as rural electrification, housing and garden city projects, slum clearance, rapid electric transportation — both urban and rural, main arterial highways and bridges, reforestation, irrigation, control of soil erosion, development of waterways and canals, hospital and educational institutions. The Canadian National Railways have already outlined a programme for the post-war period to cost millions of dollars for necessary replacements and new equipment that will go a long way in stabilizing employment within the railroad industry.

Before leaving this question I want to deal with the immediate need of the erection of homes. The Canadian Government, through the medium of a Crown Company, the National Wartime Housing Limited did a credible job of erecting dwellings to meet the requirements of

war workers. We do not favor a continuation of such a housing scheme. We feel that our future development should be based on the construction of a type of home that commands admiration and respect and meets the requirements of an enlightened age, home which embody modern facilities for domestic comfort and social progress with plenty of space and adjacent educational and recreational centres and we are against any type of cheap or forced construction.

Under the Federal Housing Act a system of loans was made available. Results prove that this system with safeguards could be successfully operated to provide homes for those accepting financial responsibility and would give relief from the exacting and sometimes unfair conditions imposed by Mortgage Companies. This system for low interest loans for home building enabled many of our citizens to secure suitable home accommodation. We favor an extension of this form of legislation with provisions in the laws preventing speculative builders from taking advantage of, and exploiting, such a scheme.

The Canadian Government has now under consideration proposals that will make possible the erection of fifty to one hundred thousand new homes each year. It naturally follows we favor all such projects which fill an urgent need and provide a scheme of long range employment.

As stated previously, outside of winning the present war our biggest problem is the immediate providing of employment in the demobilization period. We believe that this can be successfully done only by extensive public works and that in view of the vast numbers who will then be needing employment the public works that have to be immediately commenced must be of a magnitude previously unthought of. Full recognition must be given to the fact that we are now living in a machine age and that machines are doing the work and that all people have a right to participate fully in the benefits of the machine. If, in spite of our planning circumstances should arise causing any large scale of unemployment we must be prepared to meet the shortage of employment opportunities in the same manner that we have successfully met our shortages in other necessities during this war period. We must ration available employment. In other words, shorten the hours of labor until we reach a balance. However, this offers no real solution unless wage standards are maintained because a reduction of the buying power of the mass of the people immediately reacts on the merchant and the manufacturer and the completion of this vicious circle will automatically destroy our home markets. It is doubtful, in face of the technical progress we have made, if it is necessary or possible in the future for all of our people to have full employment on the present hours per day and per week basis. It is the old story of finding a balanced system of production, distribution and consumption and this problem must be satisfactorily solved in the post-war world. The mass of the people must have far greater purchasing ability to keep up with our increased productive capacity.

We advocate serious consideration to the raising of the school leaving age and increased facilities for advanced education. This will result in a better mentally equipped people in a scientific world and will also reduce the number looking for employment. On the other end of life a far earlier retirement age should be established. We have suggested sixty years.

The Organization that I represent has been seeking social legislation for over sixty years. At various stages of our history we have secured such legislation as Workmen's Compensation, Old Age Pensions, Pensions for the Blind, Mothers' Allowances

and Unemployment Insurance and now a system of health insurance is contemplated. All of these measures have helped to make the lives of thousands a little bigger, a little happier and more secure and in a modified way fill in some of the gaps that tend towards what the workers desire, which is complete social security. We believe it is practicable in view of our scientific and technical progress to guarantee to every citizen, able and willing to work, an adequate income that will provide a good home and a comfortable living for himself and his family, that will free him from the fear of want during the whole of his life, and provide efficient treatment during illness, and full protection in old age.

We advocate the extension of the principle of holidays with pay. People on holidays with funds are heavy consumers. Our first step towards permanent peace is to make our own democratic system work in a period of plenty. We have to clean our own door step. We cannot have peace in our own country until we eliminate the crisis of unemployment.

Our best market is our own people if we encourage and build that market. The mass of the people is a poor market if the major portion of their earnings has to be used in paying the landlord and the grocer. Our people must have far greater purchasing ability in order to keep in balance with our productive capacity in the post-war period.

The working people are not anxious to change our system. The very manner in which they rallied when the safety of their country was threatened and their liberties challenged shows conclusively how much they value their democratic way of life. They don't want totalitarian fact that on this continent we have government. No one can dispute the made progress and improved our standard of living under our democratic systems. We still believe that with progressive adjustment our democracy can still be made to operate effectively and our citizens made happy and contented.

We have in abundance every requirement for constructive building. Some ask where are we going to get the money.

On the other hand possibly more people are asking where all this money now in circulation was during the period they were suffering from extreme want. Out on the Pacific Coast a few years ago they used to tell a story about a sawmill town in which the main industry, the sawmill, had closed down. After many weeks of depression for the inhabitants had gone by the Parson found a Ten Dollar bill on the board side walk. He immediately purchased Ten Dollars worth of groceries. The grocer, surprised at his new found wealth, paid it on account to the garage man who settled up with the druggist. Pretty soon that Ten Dollar bill had changed hands so many times that things were looking brighter. Finally, the milkman received it in payment of a long overdue debt. He decided to get married now that he had the funds and he gave the Ten Dollar bill to the Parson. The Parson thought he recognized the bill. He took it to the bank. The teller told him it was a phony bill. It was a disappointment but when the Parson figured it out he had Ten Dollars worth of groceries in payment for the marriage ceremony and while in circulation the Ten Dollar bill had made business a little better for many of the inhabitants.

Perhaps it is true we have reached a streamlined scientific era and our monetary system is still in the horse and buggy stage. It undoubtedly is a bottleneck that needs attention and such activities as feverishly digging gold out of a hole in Northern Ontario and burying it in another in Kentucky may not be the most sensible thing to do. Neither is it sensible to think that the only time in which we can have full employment is when we are building ships, loading them up and sinking them. Actually our progress has got ahead of our thinking. We



MONUMENTS

de haute qualité . . . à prix spéciaux

Placer un monument sur votre terrain ou cimetière, c'est marquer de la reconnaissance aux chers disparus. Profitez de notre stock de plus de 400 monuments en granit canadien rouge, rose gris grain, bleu ou noir.

Nous faisons toutes les réparations de redorage, nettoyage, lettrage. Travail garanti et les plus bas prix. Nous échangeons les vieux monuments.

Ecrivez-nous pour prix et renseignements.

ONTARIO GRANITE & SUPPLY CO.

Fondée en 1929 — J.-E. DULONG, gérant
934 est, Ste-Catherine, chambres 214-15—Tél. HA. 1721



J. S. VAILLÉE

DIRECTEUR
DE
FUNÉRAILLES

6821, ST-HUBERT Dollard 1142

Bonnier, Duclos & Bonnier

ADMINISTRATEURS DE



3503 PAPINEAU CH. 3192

de Montréal, Limitée.

Directeurs de Funéraiiles

CABARET LION D'OR

Repas, Bière et Vin, Danses — Service prompt et courtois
Cuisine canadienne

1696 ONTARIO EST, MONTREAL AM. 9051

Tél. MA 0928 Privé: HA. 1425

Taverne des Marchands

Mme M. PICARD BERARD

TAVERNE D'UNION

1432 rue Amherst MONTREAL



MONUMENTS

funéraires
en granit canadien

Votre choix entre 500 modèles artistiques en fameux granit "Silver" inusable; rose, rouge, noir ou sur commande au prix du fabricant.

SILVER GRANITE CO., Ltd.

CHerrier 2676
2331 Provençal (près Dufresne)

still think in terms of scarcity while surrounded with plenty.

I have endeavoured to present some of the changes we think necessary in order to bring happiness and peace to the citizens of our country. The next step is to help and assist other countries in following our example. It is true that in the international field many other difficult problems exist, such as population pressures, that will, until solved, threaten the establishment of permanent peace.

There is no question that after

the last great war a universal desire for peace prevailed. This desire was crystallized in the formation of the League of Nations. In spite of its shortcomings and imperfections, we think that the League of Nations was man's best effort in this direction. We still believe that such an international organization, properly strengthened and supported, could do a wonderful and complete work in bringing to this world the people's desire, the establishment of permanent peace.

NOTICE OF APPLICATION FOR DIVORCE

NOTICE IS HEREBY GIVEN THAT LORNE EDWARD SOUYA, Time-keeper, of the City and District of Montreal, residing therein at 1433 Bishop Street, will apply to the Parliament of Canada at the present Session, at the next thereof, for a Bill of Divorce from his wife, DAME ANNE O'NEILL, on the grounds of adultery and desertion.

DATED AT MONTREAL, in the Province of Quebec, this 3rd day of April, 1944.

REUBEN SPECTOR,
Solicitor for Applicant,
Suite 504,
414 St. James Street West,
Montreal, Quebec.